



**MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE,
DE LA JEUNESSE
ET DES SPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Napoléon et l'Europe

À son arrivée au pouvoir, Napoléon Bonaparte « hérite » d'une France étendue à ses frontières « naturelles » (vieux rêve des Bourbons réalisé par une Révolution conquérante), la « Grande Nation », protégé par un glacis d'États satellites, les « républiques sœurs » (batave, helvétique, cisalpine, ligurienne...) qu'il se doit de consolider, le conduisant à des conflits incessants. La France consulaire puis impériale est essentiellement perçue par la plupart des gouvernements des États européens comme l'héritière de la Révolution et, après avoir vaincu Napoléon, les principaux d'entre eux construisent en réaction, en 1815, le système de la Sainte-Alliance afin de se prémunir contre tout risque de résurgence révolutionnaire.

Entrée de Napoléon à Berlin, le 27 octobre 1806 (peinture de Charles Meynier, 1810) © RMN-Grand Palais



Une Europe en tension avant même la Révolution

La politique extérieure du Consulat et de l'Empire est à replacer dans le cadre de la rivalité franco-britannique qui affecte les relations internationales depuis le XVII^e siècle (extension coloniale, concurrence commerciale, rivalité industrielle...) et de la lutte d'influence entre les souverains français et la maison de Habsbourg depuis Charles Quint. Le déclin des empires espagnol et ottoman amorcé depuis le XVII^e siècle, l'émergence de la Prusse où plane toujours l'ombre de Frédéric le Grand et le désir de la Russie, depuis Pierre le Grand, de s'impliquer dans les affaires européennes jouent également un

rôle important dans le jeu complexe des alliances qui vont ponctuer les guerres de la Révolution et de l'Empire. Ainsi, les guerres révolutionnaires et impériales s'inscrivent dans la continuation des innombrables conflits du XVIII^e siècle (guerres de succession d'Espagne, de Pologne et d'Autriche, Grande Guerre du Nord, guerre de Sept Ans, etc.), dont le caractère sanglant a été progressivement effacé, dans la mémoire populaire, par l'image largement fantasmée des « Guerres en dentelles ».

Les guerres napoléoniennes

La succession quasi interrompue des conflits en Europe après l'échec de la Paix d'Amiens (1802-1803) épuise le continent en pesant sur l'économie et la démographie. Entre 1799 et 1815, six coalitions successives vont se constituer contre la France. Si l'instigation de la Grande-Bretagne, grande rivale de la France napoléonienne, est patente (elle encourage financièrement chacune de ces coalitions), et si la France n'a déclaré aucune de ces guerres (à l'exception de celle de 1812 contre la Russie), la diplomatie napoléonienne visant à assurer l'hégémonie de la France sur le continent ne peut que se heurter aux intérêts des autres puissances européennes (en Italie, en Allemagne, en Pologne...). En outre, à partir de 1806, la mise en place du blocus continental voulu par Napoléon pour étrangler la Grande-Bretagne (qu'il a renoncé à battre sur les mers après la défaite de Trafalgar en 1805) contrarie les intérêts commerciaux et fragilise l'économie de nombreux États, estimant dès lors payer un peu trop cher leur alignement sur la politique de la France impériale. Le blocus continental entrave enfin la marche de la France vers la modernité scientifique et technique, en un temps où s'esquissent les prémises de la Révolution industrielle... en Grande-Bretagne. Par ailleurs, le double jeu de l'Espagne et la fragilité de son gouvernement conduisent Napoléon à s'engager dans une manœuvre politique visant à récupérer la couronne espagnole à son profit qui dégénère en guerre de conquête et en guerre civile (1808-1814) bien éloignée de toute considération défensive pouvant justifier les précédents conflits.

Ses adversaires se montrant de plus en plus pugnaces, les victoires commencent à être plus incertaines et plus coûteuses pour Napoléon (Eylau, le 8 février 1807, Wagram les 5 et 6 juillet 1809, Mosokova/Borodino le 7 septembre 1812...). Après le désastre de la Campagne de Russie (juin à décembre 1812), au cours de laquelle la Grande Armée a été quasiment annihilée par le froid et la faim lors de la retraite à travers l'immensité du territoire russe, et les revers subis en Espagne, l'armée impériale est très fragilisée et elle est dispersée dans tout l'espace contrôlé par l'Empire (de l'Espagne à la Pologne). Elle ne parvient pas à faire face sur le long terme, malgré l'intelligence des manœuvres de Napoléon, à la majeure partie de l'Europe réunie. Car Russie, Prusse et Autriche, aidées d'autres États (la Suède puis la Bavière, la Saxe, etc.) ayant tiré les conséquences de leurs échecs passés face à l'armée impériale, ont adapté leurs tactiques, réformé leurs armées respectives et compris leur intérêt à faire front commun contre une France dont l'armée s'affaiblit d'autant plus que ses pertes sont compensées par de jeunes conscrits et des troupes étrangères. Napoléon, qui doit faire face sur plusieurs fronts, se bat avec pugnacité (victoire française à Lützen le 2 mai 1813, à Bautzen les 20 et 21 mai 2013, à Dresde, les 26 et 27 août 1813, à Brienne le 29 janvier 1814, à Champaubert le 10 février 1814, à Montmirail, à Château-Thierry le 12 février 1814, à Montereau le 18 février 1814, etc.), mais en vain (victoire des coalisés à Leipzig du 16 au 19 octobre 1813, à Paris le 30 mars 1814). L'Allemagne et l'Italie sont perdues pour l'Empire et la France est envahie. La prise de Paris par les Alliés et le retournement politique des chambres conduisent Napoléon à abdiquer sous la pression de ses maréchaux (4 avril 1814). Après quelques hésitations, les Alliés s'accordent sur le fait de permettre à Louis XVIII, le frère de Louis XVI, de s'installer sur le trône, écartant l'hypothèse Napoléon II (le « roi de Rome », âgé de 3 ans, suit sa mère à la cour d'Autriche, où il devient « Duc de Reichstadt » avant de mourir sans postérité en 1832). Après un exil forcé à Elbe (petite île entre la Corse et la

Toscane érigée en royaume indépendant par les Alliés), d'avril 1814 à février 1815, le bref retour de Napoléon lors des « Cent-Jours » (du 1^{er} mars 1815 au 7 juillet 1815), favorisé par le mécontentement populaire dû aux maladroites des Bourbons, s'achève sur un sanglant échec militaire à Waterloo contre une Europe qui a repris les armes contre lui. À sa chute, la France a perdu la majeure partie des territoires qu'elle avait acquis sous la Révolution. Cette succession de conflits dont les souverains alliés, vainqueurs, rendent Napoléon personnellement responsable, ajoutée à une conscription devenue très impopulaire dans tout l'Empire, va contribuer à forger sous la Restauration l'image de « l'ogre » napoléonien.

L'Europe et le monde après Napoléon

Révolution et Empire vont créer de profonds bouleversements en Europe sur le plan politique et juridique.

- En Europe, d'une part.

Tout d'abord, la simplification de la carte de l'Allemagne, la disparition en 1806 du Saint-Empire romain germanique, après huit siècles d'existence et son remplacement par une « Confédération du Rhin » hors de l'influence autrichienne, tandis que se développe l'idée d'une cause commune pour se défaire de la domination française, vont jeter les prémices d'une unité allemande qui se constituera quelques décennies plus tard autour de la Prusse.

Ensuite, la lutte d'influence que se mènent France et Autriche en Italie depuis la Renaissance trouve son point d'orgue pendant la Révolution et l'Empire. Les victoires remportées par la France entre 1796 et 1805 qui conduisent à l'effacement temporaire de l'Autriche et la simplification de la carte politique de la péninsule portent en germe l'unité italienne de la seconde partie du XIX^e siècle.

Dans ces deux cas (Prusse et Autriche), un mouvement national naît, anti-napoléonien, anti-français, national, qui conduit aux réformes de la Prusse en 1809 (universitaires et militaires), à l'émergence d'une idée nationale (Johann Gottlieb Fichte) et en Autriche à la célébration des résistances aux Français (Andreas Hofer). Le nationalisme en germe permet de comprendre non seulement le début d'un temps long d'un mouvement vers l'unité des pays sur le sol de l'Allemagne, mais aussi une certaine vision de l'histoire. Ainsi aujourd'hui en Allemagne, les guerres de l'empire napoléonien sont décrites dans les classes comme des guerres de libération (« *Befreiungskriege* »).

Enfin, de nombreux autres États sont désorganisés et réorganisés par les bouleversements politiques de la période (la Suisse qui se dote d'un statut fédéral et, à partir de 1815, affirme sa « neutralité perpétuelle », la Belgique qui prend son indépendance en 1830, etc.), tandis que le modèle du Code civil et de plusieurs autres innovations de la France napoléonienne est repris dans de nombreux pays.

Ainsi, alors que les membres du Congrès de Vienne, en 1815, croient avoir restauré définitivement l'ordre ancien, la Révolution et l'Empire ont planté les graines qui vont provoquer les transformations politiques du XIX^e siècle.

- Outre-Atlantique, d'autre part.

En Amérique du Nord, la vente par Napoléon, le 3 mai 1803, de la Louisiane (territoire immense, très peu peuplé, contrôlé par l'Espagne depuis le traité de Fontainebleau en 1762 et devenu impossible à gérer depuis la France avec la perte de Saint-Domingue et compte tenu de la domination britannique sur les mers) pour 15 millions de dollars de l'époque permet aux jeunes États-Unis d'Amérique de doubler leur superficie et d'envisager leur expansion vers l'ouest du continent.

En Amérique latine, l'effondrement politique des monarchies portugaise et espagnole lors des guerres napoléoniennes et l'émigration outre-Atlantique d'une partie des sujets les plus libéraux de ses royaumes au retour de leurs souverains contribuent aux soulèvements indépendantistes des années 1815-1830.